

L'agroécologie balayée par l'ultralibéralisme obscurantiste

Aurélie Trouvé

Pour répondre à la crise des agriculteurs, la loi d'orientation agricole attaque des protections environnementales durement acquises au fil des années, dénonce la députée LFI Aurélie Trouvé. A rebours de ce qu'il faut faire pour soutenir les agriculteurs et protéger l'eau ou la biodiversité.

Il y a un an, des agriculteurs prenaient la route pour Paris sur leurs tracteurs, bloquaient des routes... A quelques jours du Salon de l'agriculture, le mot d'ordre était :: des prix rémunérateurs ;! [Un an après, les agriculteurs vont toujours aussi mal](#). Les revenus ont baissé en moyenne de 8 ;%. La production, les prix agricoles ont à nouveau reculé comme l'indique l'Insee. 16 ;% des ménages agricoles vivent sous le seuil de pauvreté, contre 14 ;% des ménages français. Et 10 ;000 fermes disparaissent chaque année.

[Le Salon de l'agriculture rouvre ses portes](#) et aucune nouvelle réponse n'a été apportée. Ni pour faciliter l'accès des jeunes à des terres agricoles, ni pour garantir des prix rémunérateurs aux agriculteurs, ni pour les protéger des importations et des multinationales qui leur achètent leurs produits à prix cassés. Pire, l'Union européenne s'apprête à entériner un accord de libre-échange [avec les pays du Mercosur](#) et la France appuie la signature de nouveaux accords, menaçant toute notre agriculture familiale.

L'année dernière déjà, [le gouvernement Attal s'était mis en scène dans une ferme](#), monté sur des bottes de paille, pour fustiger la charge réglementaire pesant d'après lui sur le monde agricole. Fait nouveau cette année, la droite sénatoriale s'immisce dans le débat et amène une variation inquiétante, mariage du déni scientifique de Donald Trump et de [la tronçonneuse d'Elon Musk et Javier Milei](#) : la guerre totale contre les normes, et ce faisant contre l'Etat de droit et le droit à vivre dans un environnement sain.

Régression environnementale

[La loi d'orientation agricole](#), considérablement remaniée par les sénateurs, attaque des protections environnementales durement acquises au fil des années. Ainsi en est-il du principe de non-régression de la souveraineté alimentaire, introduit pour attaquer celui de la non-régression environnementale, à tel point qu'il sera sans doute censuré par le Conseil constitutionnel. Ou bien du principe «pas d'interdiction sans solution» ; même s'il est prouvé qu'un pesticide ou herbicide est potentiellement mortel, il pourra continuer à être utilisé. Les aménagements agricoles, fussent-ils un méga méthaniseur ou un poulailler géant, seront quant à eux sortis du zéro artificialisation nette (le ZAN), détruisant au passage ce dispositif qui protège en premier lieu les surfaces agricoles.

Mais c'est la signification politique de cette loi d'orientation qui est la plus redoutable :: elle revient sur trente ans d'une lente prise de conscience de la nécessaire transition

agroécologique. Pour la première fois, les règles environnementales et les aides distribuées aux agriculteurs pour y répondre sont fortement affaiblies. Le principe d'«agroécologie» a été évincé de la loi d'orientation agricole sur pression de la droite sénatoriale, avec l'appui de tout le bloc présidentiel et jusqu'à l'extrême droite. Et une autre proposition de [loi «Duplomb»](#) vient d'être votée au Sénat, allant encore bien plus loin encore dans la régression environnementale.

L'agroécologie est pourtant une façon de mieux produire, en interaction avec les écosystèmes, sans les détruire mais au contraire en utilisant leurs fonctions pour optimiser la production. Ainsi en est-il des complémentarités entre cultures et élevages, des rotations diversifiées de cultures, des pâturages tournants et tant d'autres techniques issues des savoir-faire agricoles.

La biodiversité dans les champs s'étiolé

L'agroécologie est balayée par le souffle de l'ultralibéralisme obscurantiste et productiviste. La science elle-même est niée ;: l'Anses, agence nationale de sécurité sanitaire, est la cible d'attaques lorsqu'elle interdit les substances les plus nocives pour la santé. Pourtant les faits sont têtus ;: en France, [l'utilisation de produits phytosanitaires](#) n'a globalement pas diminué depuis quinze ans, [le linéaire de haies](#) diminue dramatiquement chaque année, la biodiversité dans les champs s'étiolé, les réserves en eau s'épuisent et pour la première fois, les surfaces en agriculture biologique reculent.

Mais réfuter la crise écologique, c'est surtout nier le savoir des agriculteurs et des éleveurs ;: car la plupart, confrontés aux aléas, aux évolutions pédoclimatiques, aux pertes de rendement, ont bel et bien commencé à enclencher une transition environnementale. Celle-ci doit être soutenue par des aides leur permettant, sur cinq ou dix ans, de transformer leurs façons de produire. Elle doit être rendue possible par des protections aux frontières contre toutes les importations déloyales, venues de pays où règne la quasi absence de règles sanitaires et environnementales. Elle ne pourra être pleinement acceptée et mise en œuvre par les agriculteurs que quand [des prix rémunérateurs leur seront garantis](#). Enfin, elle ne pourra enfin être menée que grâce à des moyens substantiels donnés à la recherche publique et à tous les organismes de développement agricole.

A très court terme, on observe que le budget de François Bayrou est aux antipodes de ces besoins. A plus long terme semble surtout émerger, du centre à la droite et l'extrême droite, une alliance obscurantiste prête à littéralement dévaster la planète, ses habitants, et au passage la souveraineté alimentaire dont ils se revendiquent.

Vous souhaitez publier une tribune dans Libération ;? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à idees@liberation.fr.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)